

En Turquie, le spectre du coup d'Etat de septembre 1980

dimanche 23 septembre 2012, par [Joseph Richard](#), [Lucie Drechselová](#)

Le 12 septembre 1980 a marqué une rupture dans l'histoire contemporaine de la Turquie. Ce jour-là, l'armée s'empare du pouvoir et instaure un nouveau régime qui ne deviendra civil qu'en 1983. Trois décennies plus tard, cet événement continue de faire la « une » de l'actualité turque. Ainsi, le 4 avril 2012 s'est ouvert le procès des deux généraux putschistes encore en vie, dont l'ancien chef de la junte, Kenan Evren, âgé de 94 ans. Par ailleurs, lors des élections de juin 2011, le Parti de la justice et du développement (AKP, « post-islamique », centre droit) a proposé la rédaction d'une nouvelle constitution qui remplacerait celle de 1982, promulguée par la junte militaire. Le pays serait-il en train de tourner une page ?

En 1980, la démocratie en Turquie n'était pas une préoccupation pour l'Occident qui réagit favorablement au coup d'Etat, comme le rappelle Gün Kut, spécialiste des relations internationales et ancien directeur du lycée francophone Galatasaray. La priorité était alors de garantir la stabilité de ce pays dans un contexte de guerre froide. Déjà, en 1960 et en 1971, les pays occidentaux s'étaient accommodés de l'intervention des militaires.

Le coup d'État de 1980 est néanmoins celui qui a le plus marqué la société. Il intervient dans un contexte de violences plus ou moins spontanées, qui conduisent le pays au bord de la guerre civile à la fin de la décennie 1970. Militant communiste à cette époque, Bülent Erdem se souvient de la manière dont « vous pouviez comprendre qui était de quel côté d'après sa moustache et ses habits ». Et les traces de l'insécurité qui règne alors sont encore visibles, comme le remarque l'historien Ahmet Kuyaş : « toutes ces portes blindées dans les immeubles, c'est la nouveauté de la deuxième moitié des années 1970 ». Les affrontements violents entre marxistes à gauche, ultra-religieux et nationalistes à droite, font en effet des morts chaque jour.

La répression extrêmement brutale opérée par l'armée après le coup d'État est avant tout dirigée contre « la menace communiste » et la gauche en général. Cette dernière est depuis lors considérablement affaiblie et fragmentée. Quatre positionnements politiques peuvent sommairement y être identifiées : une gauche libérale, favorable à l'adhésion à l'Union Européenne et soutenant l'AKP par hostilité à l'armée ; une gauche démocrate, elle aussi en faveur de l'intégration européenne mais davantage militante sur le front intérieur d'une démocratisation de la vie politique ; une gauche nationaliste, hostile à l'Occident et très sourcilleuse quant à la souveraineté ou à l'honneur de la Turquie - « Ils sont contre les Arméniens, contre les Kurdes et ils pensent être de gauche » relève à ce sujet le journaliste Oral Çalışlar ; une gauche parlementaire enfin, représentée par le Parti républicain du Peuple (CHP). Revendiquant l'héritage kémaliste, marqué par le réformisme et le culte de l'autorité, ce parti est également membre de l'Internationale socialiste et tente de se rapprocher des modèles européens de social-démocratie.

Mais la terreur d'État qui suit le 12 septembre touche également la droite radicale, faisant dire à ses militants : « nous sommes en prison mais nos idées sont au pouvoir ». Les arrestations se comptent par dizaines de milliers à travers le pays et traumatisent durablement une génération à qui il devient impossible de s'engager en politique pour une décennie. Âgé de 8 ans au moment du coup d'État, l'anthropologue et journaliste Koray Çalışkan raconte : « Avant le coup, je me souviens de la gigantesque bibliothèque que nous avions. Après, les livres ont disparu dans de grandes caisses, à l'abri des regards. » Cette période voit se développer la torture, les emprisonnements, la suspension des libertés de pensée et d'expression à tous les niveaux de la société.

Les années 1980 ont marqué la Turquie d'aujourd'hui du point de vue institutionnel : bien qu'une grande partie du texte de la Constitution de 1982 ait été amendé (*près de la moitié*), celle-ci reste en vigueur aujourd'hui. La concentration du pouvoir entre les mains de l'exécutif y est forte et le seuil d'entrée au Parlement est de 10 % des votes au niveau national. Ce seuil, le plus élevé des pays membres du Conseil de l'Europe, nourrit les débats quant à la représentativité du Parlement.

Malgré plusieurs changements de majorité politique, dont la spectaculaire victoire de l'AKP en novembre 2002, aucun parti parvenu au pouvoir n'a mis fin à cet « *autoritarisme démocratique* » comme le décrit Ahmet Insel, économiste et journaliste turc francophone. Les réorientations opérées dans les années 1980 touchent aussi le domaine éducatif. Les universités sont placées sous l'autorité du Conseil de l'enseignement supérieur (YÖK), qui exerce un contrôle tatillon sur le monde académique. Dès 1982, l'université est purgée de ses éléments jugés contestataires par le pouvoir militaire, dont l'objectif est alors de restreindre au maximum l'espace public, confinant la société civile dans un cadre très contrôlé.

Sur le plan économique, on assiste à une révolution conservatrice néolibérale : les interventions de la puissance publique sont réduites au profit d'une croissance des exportations qui a favorisé l'émergence d'une nouvelle classe sociale, la bourgeoisie anatolienne conservatrice. Il s'agit d'un des principaux soutiens électoraux de l'AKP. Ministre de l'économie sous la junte, puis premier ministre et président de la République, Turgut Özal orchestre cette libéralisation. Le politologue Hakan Yılmaz qualifie cette évolution de « *révolution passive, un establishment qui se réforme de l'intérieur* ».

L'accent mis sur la libéralisation et l'entrepreneuriat permet de canaliser vers l'économie, la culture et la société civile les énergies qui n'ont plus la possibilité de s'exprimer en politique. L'intellectuel et militant libéral de gauche Murat Belge est un exemple de ce passage. Chargé après le coup d'Etat de la dernière page du prestigieux quotidien Cumhuriyet, il y écrit des articles consacrés à la vie quotidienne. Son cas illustre une redéfinition du lien social, menée sous la contrainte d'un pouvoir militaire qui entend imposer une individualisation des comportements. Comme l'explique Ahmet Insel, « *c'est la diabolisation du concept et du mot d'organisation (örgüt), cela est immédiatement assimilé à quelque chose de maléfique, aux actions de terreur* ».

De plus, le régime issu du 12 septembre 1980 forge une nouvelle idéologie officielle, la synthèse turco-islamique. Nationaliste et religieuse, elle vise à fonder la légitimité du nouveau pouvoir. Comme le souligne le journaliste et expert des mouvements religieux Ruşen Çakır, « *faire une synthèse turco-islamique c'est facile [car] la Turquie c'est déjà ça* ». Cette idéologie implique une identité unique de la population, turque et musulmane sunnite, avec des conséquences souvent dramatiques pour les groupes ne correspondant pas à ce cadre. Les populations aléviées, tenants d'un islam hétérodoxe, sont ainsi discriminées voire persécutées, comme en témoigne l'incendie criminel d'un hôtel le 2 juillet 1993 à Sivas, dans lequel sont brûlées vives trente-sept personnes, dont trente-trois intellectuels alévis réunis en colloque.

La question kurde est elle aussi présente au cœur du débat identitaire. Au début des années 1980 le sud-est du pays devient le lieu d'une guerre entre l'État et le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Fondé en 1978 comme un groupe marxiste révolutionnaire par Abdullah Öcalan, il s'impose progressivement en supprimant les autres mouvements kurdes. La brutalité de la répression qui s'abat sur les Kurdes après le 12 septembre 1980, en particulier à la prison de Diyarbakır où la torture est systématiquement pratiquée, radicalise les esprits. Il devient interdit de parler les différentes langues kurdes (*jusqu'en 1991*) et les deux camps favorisent l'option de la lutte armée, au travers d'attentats ou d'opérations de type militaire. Même si une libéralisation progressive a depuis permis l'apparition de partis et d'une presse kurde, les affrontements continuent. Leur bilan depuis 1984 dépasse les 40 000 morts. En dépit de plusieurs tentatives d'ouverture des deux côtés et malgré les appels réitérés de la communauté internationale, une solution politique semble pour l'heure hors d'atteinte.

« L'idéologie principale des putschistes était le militarisme et le nationalisme, et la religion parfois leur instrument », explique le journaliste Oral Çalışlar. Cette instrumentalisation sert à combattre le communisme et permet d'intégrer au système les tenants d'un conservatisme à référence religieuse. Ce

processus d'assimilation se poursuit au niveau étatique au cours des années 1990 et 2000. En 1996, Necmettin Erbakan, figure emblématique du mouvement conservateur à référence religieuse et plusieurs fois ministre entre 1974 et 1978, devient premier ministre. Son retrait peu après de la vie politique permet au jeune Recep Tayyip Erdoğan de s'imposer comme nouveau leader. Il se démarque de son prédécesseur en adoptant une ligne plus modérée qui a permis à son parti, l'AKP, de remporter trois élections législatives consécutives (*la première en 2002*).

Un tel succès peut s'expliquer par la volonté de sanctionner la gestion des partis en place. Au pouvoir depuis le rétablissement de la démocratie civile au milieu des années 1980, ils sont alors balayés par ce mouvement dont le slogan pourrait être « *sortez les sortants* ». Par la suite, la raison principale des succès de l'AKP tient aux performances de l'économie, dont l'expansion constitue « *une chance pour la démocratisation* » selon Oral Çalışlar. Cette croissance, forte depuis 2001, trouve ses racines dans le tournant libéral et les réformes structurelles de 1980. Elle favorise également l'expression politique de la réalité sociale que constitue la bourgeoisie anatolienne conservatrice : fer de lance de l'expansion économique turque et née d'elle, elle se reconnaît majoritairement dans l'AKP.

Ainsi, pour Hakan Yılmaz, « *au lieu d'être relégués aux marges de la société, les courants musulmans sont venus au centre* », comme le confirme le poids la communauté de Fethullah Gülen, qui se veut le représentant d'un islam libéral. Le politologue et journaliste Şahin Alpay décrit ce très vaste réseau comme « *un mouvement commercial et éducatif basé sur la foi* ». Célébré par certains, il est également craint par d'autres qui voient dans son influence l'outil d'une islamisation mettant en danger la démocratie. A ce sujet, Ruşen Çakır relativise les antagonismes en concluant : « *nos islamistes sont aussi démocrates que le reste des Turcs* ».

Le procès des généraux marque-t-il la fin de l'amnésie sur le coup d'Etat de 1980 ? Oui répond le politologue Kemal Kirişçi, et cela correspond à « *l'affaiblissement des institutions qui souhaitent maintenir* » cette amnésie. Ou bien cela ne sert-il qu'à « *l'écriture d'une nouvelle histoire officielle* », comme le pense Nuray Mert, celle d'une démocratisation qui n'aurait jamais eu lieu ? Selon l'analyse de Gün Kut, la Turquie n'est pas un pays propice à une confrontation avec le passé tant les Turcs « *vont de l'avant et ont tendance à oublier l'histoire* ». Ces procès permettent en tous cas d'engager un débat autour d'un certain nombre de réalités, mais nul ne peut prévoir l'impact de ce débat sur la société dans son ensemble.

Sources

[En Turquie, le spectre du coup d'Etat de septembre 1980](#)

Le Monde Diplomatique, mercredi 12 septembre 2012

Lucie Drechselová et Joseph Richard sont étudiants en master Affaires européennes à l'Institut d'études politiques de Paris. Ils tiennent à remercier pour leurs contributions Şahin Alpay, Ruşen Çakır, Koray Çalışkan, Oral Çalışlar, Sakine Çil, Bülent Erdem, Berk Esen, Ahmet İnsel, Kemal Kirişçi, Gün Kut, Ahmet Kuyaş, Nuray Mert, Jean-François Pérouse, Nukhet Sirman et Hakan Yılmaz.